



Jacques Chirac aux micros de RTL

(A) politiquement vôtre

Radio Luxembourg a beau avoir été un média apolitique, il n'empêche qu'il n'a pas échappé aux vicissitudes de la politique au cours de son histoire. Pour d'aucuns, il a même joué, précisément grâce à ce caractère non-politique, un rôle non négligeable dans le vent de changement qui a soufflé sur l'Europe de l'Est à la fin du XX^{ème} siècle.

Une neutralité imposée

Le cahier des charges en matière de radiodiffusion élaboré par les autorités grand-ducales en 1930 est, on ne peut plus explicite: il est interdit à la future station «de procéder à des radiodiffusions contraires aux lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, à la sécurité ou à la neutralité du pays, ainsi qu'à des radiodiffusions qui constitueraient une offense à l'égard d'un État étranger. Sont également interdites les radiodiffusions à caractère antireligieux ou à tendance politique en général (...). Les informations et communications se feront dans un esprit de rigoureuse impartialité». Le gouvernement luxembourgeois entend ainsi s'assurer que la station ne déroge en aucun cas au statut de neutralité octroyé en 1867 à l'État grand-ducal. Mais ces garde-fous ne calmeront ni les ardeurs des uns, ni les inquiétudes des autres.

Instrument de propagande capitaliste?

Le fait que la société concessionnaire soit constituée dans sa grande majorité de firmes françaises d'envergure ne provoque pas, on s'en doute, l'enthousiasme de la presse et des partis de gauche. Dans son édition du 21 octobre 1931, l'*Escher Tageblatt* présente *Radio Luxembourg* comme une institution nationaliste et capitaliste et lui affuble le titre de «Radio-Mégalomanie». En France l'*Humanité* en rajoute en affirmant que le «superposte *Radio Luxembourg* [est] aux mains de la presse officielle du capitalisme [faisant] l'opinion publique à la sauce bourgeoise contre la politique des travailleurs». Il s'agit-là bien entendu d'une vision réductrice et présentée de manière outrancière, mais il n'empêche que la perspective de l'établissement d'une station de radio à capitaux majoritairement français en inquiète plus d'un. Certains y détectent même des arrière-pensées politiques. À tort?

L'influence française

Dès 1929, les autorités françaises suivent de près l'intérêt porté par des investisseurs désireux de s'implanter au Luxembourg pour y ériger une station de radio. On ne se contente cependant pas du rôle de simple observateur, l'idée étant de veiller à exercer une certaine influence et de faire en sorte que la création de *Radio Luxembourg* serve les intérêts français. Pour défendre ceux-ci on compte bien

s'appuyer sur le patriotisme des industriels. Ainsi, lorsque la *Compagnie des Comp-teurs* commence à avancer ses pions au Grand-Duché, le président du Conseil, Raymond Poincaré, insiste pour que soit fait «*tout le nécessaire pour maintenir le contrôle français sur cette société*». Même son de cloche chez un de ses successeurs, Pierre Laval, qui en 1931 trouve «*désirable de voir ce poste [Radio Luxembourg] soumis, au moins partiellement à l'influence française. Étant donné l'intérêt national qui s'attache à cette affaire*».

L'affaire semble dans le sac puisque le *Journal Officiel de la République Française* fait part le 28 août 1931 de «*la promotion au grade de la légion d'honneur de Fernandez Raoul pour avoir su développer la propagande française à l'étranger par la création dans (sic!) le Luxembourg, d'accord avec le gouvernement français, d'un poste officiel des plus puissants d'Europe se trouvant sous le contrôle absolu de la France*». Pierre Dupong se défend à la suite de ce faux-pas français «*qu'aucun des membres de la commission spéciale instituée pour examiner les offres de radiodiffusion (...) ne connaît Fernandez*» qui est en fait le fondateur de la régie I&P en 1926. Il n'empêche que cette annonce fait monter au créneau la presse allemande qui y voit un geste éminemment politique, dirigé directement contre le Reich. Elle qualifie par ailleurs l'implantation au Luxembourg d'un poste de propagande française de violation voilée de neutralité, de la part de la France.



La résistance britannique

Or, il s'avère que ce sera avant tout le caractère commercial de la station, et non pas son orientation francophile, qui va provoquer l'ire de pays européens, avec en tête la Grande-Bretagne. La *BBC*, qui détient le monopole en matière de radio-diffusion au Royaume-Uni, est décidée à s'opposer bec et ongle à l'émergence de *Radio Luxembourg*. Cette lutte va notamment être menée dans le cadre des conférences de l'*UIR* visant à allouer les longueurs d'onde aux différents pays-membres. Malgré les efforts de la délégation grand-ducale et le soutien des représentants français, le Luxembourg ne réussit pas à obtenir gain de cause dans ses démarches visant à se voir attribuer une longueur d'onde – qui sera nonobstant utilisée par *Radio Luxembourg*. Le Post Office y voit «un piratage de la longueur d'onde par un pays trop petit pour en avoir besoin et l'intrusion dans l'espace radiophonique britannique». Faute de moyens coercitifs, ni l'*UIR*, ni la Grande-Bretagne ne peuvent cependant s'opposer à la diffusion des programmes multilingues à travers l'Europe.

Par la suite, les autorités britanniques, cessant de combattre ce qu'elles ne peuvent changer, entendent mettre à leurs profits le poste d'envergure européenne, en particulier durant la Crise de Munich qui secoue l'Europe en 1938. Soucieux d'influencer l'opinion publique allemande, et espérant retourner une partie de celle-ci contre Hitler, le Premier ministre britannique Neville Chamberlain souhaite la diffusion de traductions en langue allemande de plusieurs de ses discours. Or, l'auditoire allemand est pourvu de *Volksempfänger*, postes bon marché fournis par le régime nazi, ayant la particularité de pouvoir capter en qualité acceptable surtout les programmes locaux et nationaux, donc soumis au régime. Partant, les émissions de la *BBC* ne présentent pas le cadre idéal pour ces diffusions. Pourquoi ne pas alors avoir recours à *Radio Luxembourg*, dont les puissants émetteurs ne se trouvent qu'à quelques kilomètres de la frontière allemande? Après le feu vert des responsables de la *CLR*, une série de traductions de messages émanant de Chamberlain, mais également de Roosevelt, Daladier et Beneš, sont enregistrées à Londres par les soins de la *Wireless Publicity Ltd*. Cette dernière gère les activités anglaises de *Radio Luxembourg* et entretiendrait des liens étroits avec le gouvernement de Sa Gracieuse Majesté. Les bandes sont aussitôt expédiées via l'avion *The Luxembourg Listener* vers le Grand-Duché, d'où les messages sont diffusés le 27 septembre 1938. Le lendemain suit le discours de Chamberlain devant la *House of Commons* et le 29 septembre, date de la signature des Accords de Munich, tous ces messages

destinés aux Allemands sont rediffusés à des intervalles réguliers. Alors que l'impact de cette propagande britannique est difficile à mesurer, cet épisode est en soi remarquable du fait de l'utilisation comme outil de propagande de la station de *Radio Luxembourg* par la Grande-Bretagne, jadis son plus virulent détracteur.

Tractations franco-britanniques

Après la parenthèse de la Seconde Guerre mondiale durant laquelle les installations de *Radio Luxembourg* sont utilisées comme arme de propagande par les Nazis et, à partir de septembre 1944, par les Alliés, la *CLR* récupère enfin les clefs de son poste d'émission. Alors que les émissions commerciales peinent à atteindre leur rythme de croisière du fait d'une situation financière peu reluisante, due notamment au gel de recettes et d'avoirs en France et en Grande-Bretagne, ces deux États tentent profiter de l'occasion pour imposer leurs vues sur l'exploitation future du poste grand-ducal. En coulisses les gouvernements français et britanniques s'activent en vue d'une exploitation partagée du poste susceptible de servir leurs intérêts respectifs. Pour les Britanniques, l'occasion qui se présente est trop belle pour en finir avec l'activité commerciale et concurrente de la *BBC*, alors que côté français on entend faire de *Radio Luxembourg* un véritable outil de propagande française, comme escompté lors de sa création. Or, faute d'entente cordiale, les négociations franco-britanniques s'enlisent et fin 1945 le Général de Gaulle avise son ministre de l'Information André Malraux de «ne pas partager avec un gouvernement étranger l'utilisation d'un émetteur appartenant dans sa majorité à des Français». Face au retrait français, la Grande-Bretagne envisage alors un usage complet de l'antenne pour une période de deux ans. Alors que

l'idée est évoquée à la Chambre des Communes de brouiller les émissions de *Radio Luxembourg*, Winston Churchill rétorque qu'il serait antidémocratique d'interdire des programmes en temps de paix, alors que pendant la guerre, lorsque les Nazis contrôlaient la station, les Anglais avaient tout le loisir de l'écouter. Finalement, la Grande-Bretagne abandonnera ses velléités d'utiliser, voire de se débarrasser de *Radio Luxembourg*.

Tentatives d'ingérences

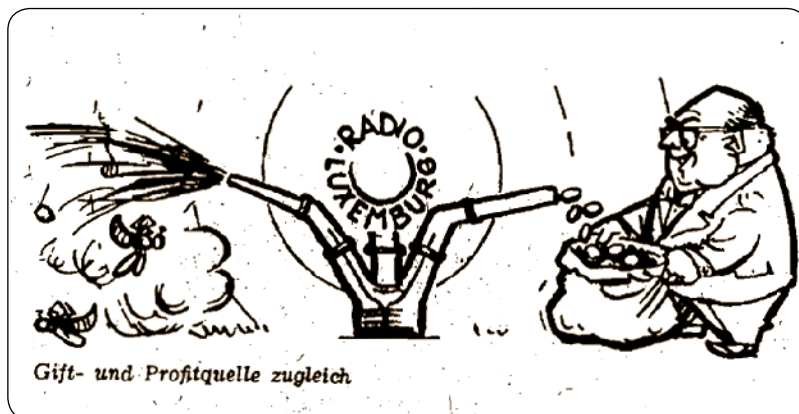
La reprise de l'exploitation commerciale ne peut donc être empêchée ni par les Britanniques, ni par les Français. Ces derniers ne se désintéressent pas pour autant de cette station périphérique qui pendant des décennies va dominer le paysage radiophonique hexagonal. Alors que les émissions sur ondes moyennes en anglais et allemand sont avant tout dédiées au divertissement, *Radio Luxembourg* (*RTL* à partir de 1966), est une station généraliste où une part croissante est consacrée à l'information et aux émissions politiques. *Radio Luxembourg/RTL* exerce donc une influence non négligeable sur l'opinion publique et la classe politique en est bien sûr consciente. La station francophone, dont le centre de gravité se trouve à Paris, alors que les émissions sont diffusées à partir de Junglinster, dispose d'une rédaction indépendante et aucunement dévouée au pouvoir en place. La radio périphérique veille à proposer une ligne éditoriale aussi objective que possible et ne peut être considérée comme un outil de propagande français, même si l'un des principaux actionnaires de la société, l'Agence Havas, est depuis la Libération détenu à hauteur de 80% par l'État français. Une série d'incidents viennent entacher les relations entre *Radio Luxembourg/RTL* et le gouvernement français, ce qui

L'avion «The Luxembourg Listener» par lequel les enregistrements de Chamberlain sont expédiés vers le Grand-Duché



illustre bien que la station ne se trouve pas toujours sur la même longueur d'onde que Matignon. Mais cela montre également que la classe politique n'hésite pas à vouloir recadrer un média trop critique à son goût. Ainsi, des reportages sur le mouvement poujadiste ou sur la crise d'Algérie se voient vertement critiqués par les autorités. En 1960, après la diffusion d'une interview de Ferhat Abbas, premier Président du gouvernement provisoire de la République algérienne, le câble reliant Paris à Luxembourg est coupé durant 90 minutes sur ordre du ministre de l'Information Louis Terrenoire.

Face à ce qui est considéré comme un manque de loyauté par l'État français, celui-ci envisage d'étendre son contrôle sur le poste périphérique en tentant d'infiltrer le capital de la CLT en 1965. Or, le projet de rachat d'actions par l'État français se voit colporté par la presse luxembourgeoise, ce qui fait aussitôt monter au créneau l'opposition qui interpelle le ministre d'État Pierre Werner. Le gouvernement luxembourgeois cherche alors une solution de pair avec les autorités françaises, mais finalement le projet se voit abandonné. La France ne fait cependant pas encore une croix sur sa volonté d'influencer la marche des affaires de la CLT. Pour cela elle entend s'appuyer sur les actionnaires français, toujours majoritaires au sein du groupe, mais qui ont dû céder du terrain à des actionnaires belges dans l'immédiat après-guerre. Ce n'est que progressivement, avec le désengagement successif des actionnaires français et belges et la prise de contrôle de l'allemand *Bertelsmann* parachevée en l'an 2001, que le groupe s'affranchit de ces tentatives d'ingérences politiques.



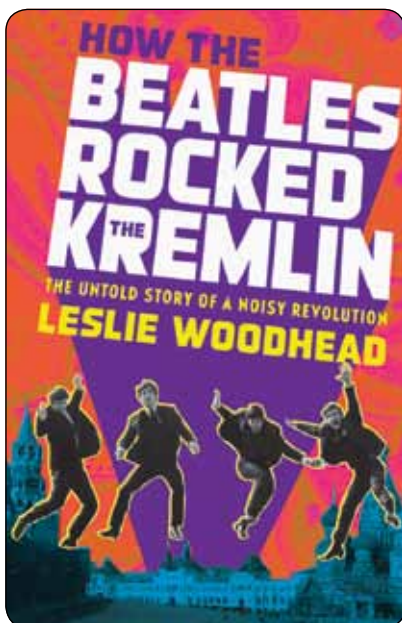
Voilà comment le parti est-allemand SED caricaturait Radio Luxembourg

Un impact durable à l'Est

Les programmes en allemand et anglais sur ondes moyennes, consacrées avant tout au divertissement, ont fait le bonheur de toute une génération d'auditeurs non seulement en RFA, au Royaume-Uni ou en Scandinavie. Du fait de la puissance des émetteurs de Marnach, ces émissions pouvaient accessoirement être captées au-delà du Rideau de Fer. Le caractère apolitique de la programmation, contrairement à celle des stations comme *Radio Free Europe* ou *Voice of America* ouvertement politique, préservent *Radio Luxembourg* du brouillage par les autorités communistes. Cette indulgence permet à de très nombreux jeunes d'accéder, bien que souvent dans des conditions d'écoute peu évidentes, à une fenêtre sur le monde libre et d'échapper à la grisaille communiste. L'écoute de *Radio Luxembourg* y devient même un véritable phénomène social. Alors qu'en RDA la SED caricature *Radio Luxembourg* comme suppôt de l'OTAN et source à la fois de poison et de profits, visant à pervertir la jeunesse socialiste, il semble acquis

que ces émissions ont eu un impact durable et ont contribué à aiguillonner chez des pans entiers de jeunes la soif vers davantage de libertés. Lors de la récente visite d'État en Pologne, le Grand-Duc Henri a déclaré en se référant à *Radio Luxembourg*: «*Que le nom du Luxembourg ait été associé à la transmission des valeurs de liberté et de joie de vivre, pendant que le peuple polonais vivait dans la grisaille et l'oppression d'un régime liberticide, est pour moi comme pour mes compatriotes un motif de profonde fierté. Ces souvenirs qui demeurent dans les mémoires et les cœurs n'ont pas de prix*». D'aucuns affirment même, comme le montre le Britannique Leslie Woodhead dans son documentaire et livre intitulés *How the Beatles Rocked the Kremlin: The Untold Story of a Noisy Revolution*, que la pénétration dans le bloc soviétique de la musique rock, notamment par le biais de *Radio Luxembourg*, aurait fortement contribué à l'effondrement du communisme en Europe. Pas mal pour un poste a priori apolitique!

DDM



Bibliographie:

- Dominguez Muller, David, *Radio Luxembourg: Histoire d'un média privé d'envergure européenne*, L'Harmattan, Paris, 2007;
- Fehlen, Fernand, *Die Anfänge des Luxemburger Rundfunkwesens - Radio zwischen Kultur und Kommerz*, in Forum 75/76, 1984;
- Krier, Emile, *Luxembourg am Ende der Besatzungszeit und der Neuanfang*, in *Geschichtliche Landeskunde* - Band 46, Kriegsende und Neubeginn. Westdeutschland und Luxemburg zwischen 1944 und 1947, Franz Steiner Verlag, Stuttgart, 1997;
- Lefebvre, Pascal, *Havas et l'audiovisuel, 1920-1986*, L'Harmattan, Paris, 1998;
- Maréchal, Denis, *Radio Luxembourg 1933-1993, Un média au cœur de l'Europe*, Presses Universitaires de Nancy, Editions Serpenoise, Nancy, 1994;
- Maréchal, Denis, *RTL, Histoire d'une radio populaire, De Radio Luxembourg à RTL.fr.*, Nouveau Monde éditions, Paris, 2010;
- Newton, Gerald: *Broadcasting to Britain. The Early History of Radio Luxembourg, 1933-1948*, in *Aufbrüche und Vermittlungen. Beiträge zur Luxemburger und europäischer Literatur- und Kulturgeschichte* = Nouveaux horizons et médiations. Contributions à

- l'histoire littéraire et culturelle au Luxembourg et en Europe, Aisthesis Verlag, Bielefeld, 2010;
- Newton, Gerald, *Radio Luxembourg in Peace and War*, in *German Life and Letters* Volume LXVI No. 1 January 2013, Wiley-Blackwell, Oxford, 2013;
- Nichols, Richard, *Radio Luxembourg, the Station of the Stars: An Affectionate History of 50 Years of Broadcasting*, W.H. Allen, London, 1983;
- Spohrer, Jennifer, *Ruling the Airwaves: Radio Luxembourg and the Origins of European National Broadcasting, 1929-1950*, PhD Diss., Columbia University, New York, 2008;
- Street, Séan, *Crossing the Ether: British Public Service Radio and Commercial Competition 1922-1945*, John Libbey Publishing, Eastleigh, 2006;
- Taylor, Philip M., *British Propaganda in the Twentieth Century: Selling Democracy*, Edinburgh University Press, Edinburgh, 1999;
- West, William John, *Truth Betrayed*, Duckworth, London, 1987;
- Woodhead, Leslie, *How the Beatles Rocked the Kremlin, The Untold Story of a Noisy Revolution*, Bloomsbury, New York, 2013;
- *Heiße Musik und kalter Krieg, Bezirksleitung Schwerin der SED*, Schwerin, 1961.